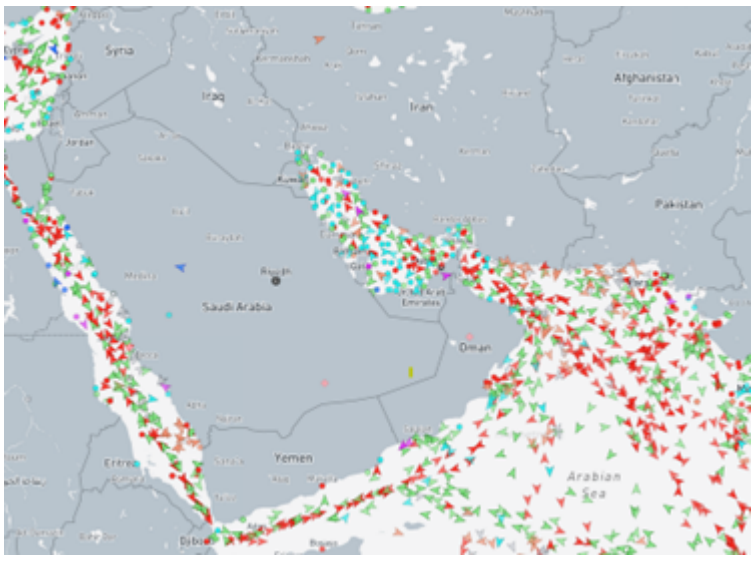
Moyen-Orient : l’impérialisme étasunien à la recherche d’une division du travail militaire

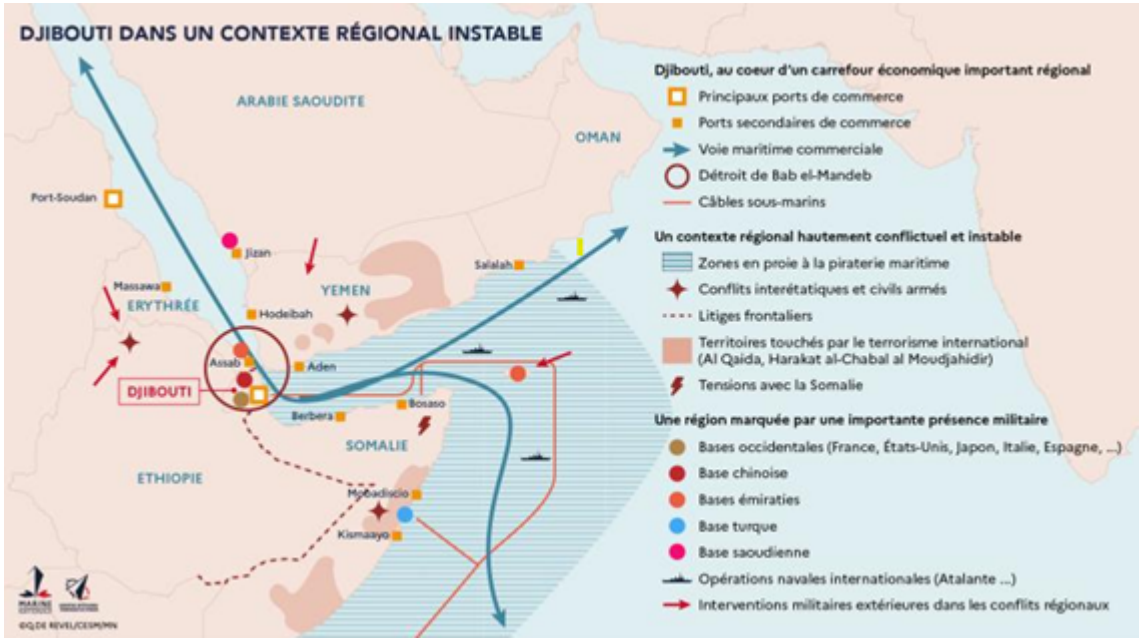
La guerre d’agression impérialiste contre l’Iran, qui prend des formes militaires et économiques, n’est pas encore venue à bout de la résistance iranienne. Malgré le coût de la guerre et du blocus économique, et malgré des rivalités au sein du pouvoir iranien sur fond de crise sociale, les États-Unis n’arrivent toujours pas à contraindre la République islamique de se soumettre à son diktat. Le sommet des BRICS+ auquel ont participé notamment le président iranien Pezeshkian, le président russe Poutine et le président chinois Jinping montre que les alliés de l’Iran ne lui ont pas tourné le dos malgré leurs engagements limités depuis le début de la guerre. La guerre à un impact négatif significatif sur l’économie mondiale (en particulier en Asie du Sud-Est, en Europe et aux États-Unis) et Trump comme Netanyahu vont être tous deux confrontés à un scrutin compliqué : il devient urgent pour eux de régler la question iranienne. Dès lors, en plus de la guerre à proprement parler et sur fond de concurrence d’alliances régionales, il est probable que Trump mette tout en œuvre pour accélérer l’expansion des Accords d’Abraham, afin d’imposer une division du travail militaire dans la région pour s’en désengager partiellement.



Capture d’écran du site Marine Traffic, 15/09/2026

La progression des Houthis au Yémen fragilise l'Arabie saoudite et constitue un nouveau revers pour les Etats-Unis

La progression des Houthis au Yémen, qui ont dorénavant un contrôle partiel du détroit de Bab-el-Mandeb, approfondit la crise pour le contrôle des voies d'échanges et d'approvisionnements stratégiques de pétrole et de gaz de la péninsule arabo-persique. C'est un coup très dur pour l'Arabie saoudite, en guerre ouverte depuis 20 ans contre les Houthis : ses voies d'exportation vers la Méditerranée, en plus de celles vers l'Océan Indien, sont dorénavant entravées, d'autant plus que l'oléoduc Est-Ouest a été touché par des drones lancés depuis l'Irak, forçant sa mise à l'arrêt. Mohammed Ben Salmane, le prince héritier saoudien qui est à l'initiative de cette guerre et dont il porte la responsabilité, n'a pas reçu le soutien espéré de Trump pour contrer l'offensive. À l'inverse, les Houthis – qui avaient été très durement frappés par les États-Unis en 2025, au point qu'un accord de cessez-le-feu bilatéral avait été conclu et les avaient tenus à l'écart des deux guerres contre l'Iran – ont directement demandé au président américain de ne pas intervenir, tout en s'engageant à ne pas entraver la circulation des navires en dehors de ceux de l'Arabie Saoudite. Si la victoire houthie est spectaculaire, il faut cependant noter que, plus encore qu'Ormuz, Bab-el-Mandeb est sous l'étroite surveillance d'une grande partie des impérialismes de premier et second rang : son littoral Ouest est encadré au Sud par la province sécessionniste du Somaliland, reconnue par Israël ; au centre par Djibouti, dont le sol accueille sept bases militaires étrangères (France, États-Unis, Chine, Japon, Italie, Espagne et Allemagne) ; et enfin par l'Érythrée au Nord, pays allié de longue date à l'Égypte et l'Arabie Saoudite. Représentant 12 % du trafic maritime mondial et 75 % des exportations européennes, le détroit de Bab-el-Mandeb est absolument stratégique pour les capitalistes européens – et mondiaux –. Les Etats-Unis ont dû accepter de ne pas épauler leur allié saoudien pour éviter une trop grande perturbation du trafic sur le détroit de Bab-el-Mandeb.



Les Accords d'Abraham, pierre angulaire de la reconfiguration du Moyen-Orient par Trump

Dès son retour au pouvoir en 2025, Trump a signé des investissements faramineux avec

les monarchies du Golfe (dans les domaines des hydrocarbures, du développement de l'intelligence artificielle et des systèmes de défenses). Ces accords ont renforcé une relation déjà très forte entre les dirigeants états-uniens et saoudiens. Cependant, il faut rappeler que l'objectif principal pour Trump dans la région, qui veut en désengager autant que possible les États-Unis, est de mettre en place une architecture sécuritaire propice au développement du capitalisme sur la base des Accords d'Abraham et de la normalisation des relations entre Israël et ses voisins. Il est en ce sens dans la continuité des traits distinctifs de l'impérialisme américain, qui présente l'étroite imbrication des sphères économiques, militaires et idéologiques, sous le nom de « sécurité » et de « prospérité », comme un bien public. Les perspectives post-guerre dans la région représentent un marché colossal (colonisation de Gaza, reconstruction de la Syrie et à terme de l'Iran, investissements militaires, optimisation du contrôle des flux d'hydrocarbures, etc.). Elles nécessitent donc, selon leur logique, un degré de stabilité et de sécurité que seuls la puissance et le leadership étasuniens, avec des traités à l'échelle régionale, peuvent fournir.

Considérant l'hostilité à l'égard d'Israël comme un facteur d'instabilité, Trump, qui s'est déjà montré ferme avec Netanyahu, ne cesse par ailleurs de faire pression sur Mohammed Ben Salman – ainsi que sur Tamim ben Hamad al Thani, l'émir du Qatar – pour qu'ils rejoignent les Accords d'Abraham. Trump a mis dans la balance des négociations avec l'Arabie Saoudite un programme nucléaire civil (en fait par définition dual, pouvant faire passer le pays au seuil de l'arme nucléaire, au risque de la prolifération), mais le royaume saoudien refuse toujours. On peut lire, dans l'absence de soutien militaire américain contre les Houthits une sorte de vengeance à l'égard de cette position saoudienne.

Des alliances régionales en concurrence

Affiche de propagande du think-thank sioniste « Abraham Shield » placardée dans les rues de Tel-Aviv en juin 2025, on y voit notamment (de manière fantasmée) le prince héritier Mohamed ben Salmane et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu en piliers de Trump, à côté du président libanais Joseph Aoun et du président syrien

Ahmed al-Sharaa ou encore du roi du Maroc Mohamed VI et du président de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas.

Le génocide à Gaza et l'agressivité israélienne contre le Liban, la Syrie et l'Iran ont cependant gelé le processus des Accords d'Abraham, en isolant Israël dans la région. Les deux guerres israélo-étasuniennes contre l'Iran ont aussi mis à mal la confiance envers les alliés américains. La résistance iranienne a par ailleurs révélé au monde entier la fragilité sécuritaire des États de la région et activé chez eux une crainte existentielle. C'est dans cette configuration que l'on peut comprendre l'« Accord de la Mecque » entre l'Arabie Saoudite, le Pakistan et la Turquie. Cet accord, essentiellement militaire, comporte une clause qui ressemble à l'article 5 de l'OTAN, stipulant que chacun des membres est solidaire des autres si un membre est attaqué. Cette clause n'a cependant pas été activée pendant l'assaut des Houthis, ce qui laisse penser que l'Accord n'est pas encore opérationnel.

Pour tenter d'imposer une division du travail militaire, Trump joue de la concurrence entre les différents acteurs et les différentes alliances de la région : celle autour d'Israël d'un côté, avec les Émirats arabes Unis, signataires des Accords d'Abraham et en conflit avec l'Arabie Saoudite au sujet du Yémen et l'Inde, en conformité avec la « doctrine de la périphérie » israélienne ; de l'autre côté, l'« Accord de la Mecque » comprenant le Pakistan (dont les dirigeants sont très proches du clan Trump – et en guerre perpétuelle contre l'Inde), l'Arabie Saoudite (mise sous parapluie nucléaire pakistanais, mais qui résiste encore à rejoindre les Accords d'Abraham) et la Turquie (deuxième force militaire de l'OTAN, qui renforce son influence en Syrie et en Palestine en opposition à Israël). En concentrant les forces américaines contre l'Iran sans intervenir militairement en dehors, il est possible que Trump laisse les alliances concurrentes s'affirmer, afin de tester leurs capacités réelles et de garder une carte dans sa manche si son projet d'architecture de défense prioritaire – les Accords d'Abraham – ne fonctionne pas.

Les deux guerres de Netanyahu et Trump contre l'Iran ont démontré au moins trois choses : la vulnérabilité de l'ensemble des États de la région face à l'Iran et les vestiges de « l'Axe de la Résistance » ; le conditionnement du soutien américain à des engagements concrets en faveur des intérêts américains ; la détermination des États-Unis à venir à bout de la République islamique sous sa forme actuelle et à « pacifier » la région par la force. Ces agressions impérialistes sont directement dirigées contre l'ensemble des peuples et des travailleur/euse.s de la région, avec des dizaines de milliers de mort·e·s et des destructions immenses contre les infrastructures industrielles et civiles (en Iran bien sûr, mais aussi dans l'ensemble de la région). À cela s'ajoute le soutien trumpiste à l'ensemble des forces réactionnaires de la région, qui oppriment les populations sous une forme ou sous une autre (les ultra-sionnistes, les monarchies du Golfe, Erdogan en Turquie, la République islamique pakistanaise, l'ancien djihadiste al-Sharaa en Syrie…).

Louison Beaubet, le 23 septembre 2026